



paramètres

Mamoudou Gazibo

# Introduction à la politique africaine

**DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE**



Extrait de la publication

**Les Presses de l'Université de Montréal**

## **INTRODUCTION À LA POLITIQUE AFRICAINE**



MAMOUDOU GAZIBO

**INTRODUCTION À  
LA POLITIQUE AFRICAINE**

**DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE**

**Les Presses de l'Université de Montréal**

Extrait de la publication

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada*

Gazibo, Mamoudou  
Introduction à la politique africaine  
2<sup>e</sup> éd.  
(Paramètres)  
Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7606-2164-0

eISBN 978-2-7606-2585-3

1. Afrique - Politique et gouvernement - 1960- . 2. Afrique - Politique et gouvernement - 1945-1960. 3. Afrique - Histoire militaire - 20<sup>e</sup> siècle. 4. Démocratisation - Afrique. 5. Union africaine. I. Titre. II. Collection: Paramètres.

DT30.5.G39 2010 960.3'2 C2009-942558-0

Dépôt légal: 1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
© Les Presses de l'Université de Montréal, 2010

Les Presses de l'Université de Montréal reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour leurs activités d'édition.

Les Presses de l'Université de Montréal remercient de leur soutien financier le Conseil des arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC).

IMPRIMÉ AU CANADA EN JANVIER 2010



L'Afrique contemporaine

*Page laissée blanche*

## Introduction

Ce livre a pour objectif d'introduire le lecteur à une liste sélective des principaux enjeux politiques contemporains en Afrique. Prétendre identifier et traiter tous les enjeux politiques étant irréaliste ou conduisant à l'étagage d'un simple catalogue de sujets, l'ouvrage laisse de côté l'ambition de l'exhaustivité au profit de celle de la cohérence. Dans cette optique, il cerne un certain nombre d'enjeux qui ont en commun de relever en grande partie de l'arène politique officielle, à savoir l'État, l'exercice du pouvoir politique, les conflits, la démocratisation, l'intégration et les relations internationales. Ces enjeux sont exposés dans des chapitres distincts, mais, loin d'être déconnectés les uns des autres, ils sont abordés de manière à se structurer autour de quelques lignes directrices transversales telles que l'héritage de la colonisation, le néopatrimonialisme que celle-ci a contribué à forger et les logiques actuelles qui découlent de ces dynamiques. L'ouvrage est donc largement orienté vers les aspects institutionnels, juridiques et normatifs du politique.

Ce parti pris quant au choix des thématiques étudiées pose plusieurs défis. Il faut, avant d'aller plus loin, énoncer et clarifier ces défis, justifier le choix des enjeux retenus et expliquer l'articulation entre ces enjeux et les différents chapitres qui forment le livre.

Le premier défi que pose le sujet résulte de l'objet « Afrique » lui-même. Comment, en effet, appréhender cet immense continent et l'analyser comme un ensemble, sachant sa complexité et les énormes disparités entre

les pays qui le composent ? L'Afrique compte en effet 53 pays qui diffèrent par leur histoire, leurs institutions ou les défis auxquels ils sont confrontés. Par conséquent, l'aborder comme un ensemble homogène risque de conduire à des généralisations abusives. Mais aborder l'Afrique pays après pays sous prétexte de respecter la personnalité de chacun conduirait aussi à une impasse puisque cette option consacre l'éclatement de l'objet et fait le deuil de la recherche d'explications transversales pourtant nécessaires et possibles<sup>1</sup>.

Le deuxième défi, et non des moindres, vient de la multiplicité des sens du qualificatif « politique » attribué aux enjeux sélectionnés<sup>2</sup>. En effet, non seulement les objets politiques ne se donnent pas toujours à voir à l'observateur, mais encore, ce terme peut s'appliquer à un ensemble très diversifié de phénomènes dont le caractère politique est plus ou moins évident. Par conséquent, en parlant de politique, il faut éviter d'en proposer une acception qui soit plus en lien avec la subjectivité du chercheur qu'avec le caractère objectivement politique des phénomènes analysés. Ce défi conduit à un autre, car il est tout aussi important de s'interroger sur le choix des thèmes que nous érigeons ici au statut d'enjeux et, plus encore, d'enjeux politiques. Parmi ceux-ci, lesquels sont politiques et lesquels ne le sont pas ? Et en supposant que l'on s'entende sur cette distinction, lequel parmi les enjeux dits « politiques » est-il plus légitime d'étudier ?

En premier lieu, le défi posé par la diversité manifeste des États africains étant réel, il est possible de suivre certains auteurs qui n'hésitent pas à parler des *Afriques*, le pluriel visant à souligner une prise de position épistémologique et une précaution de méthode fondée sur le souci d'échapper aux généralisations abusives<sup>3</sup>. En second lieu, que certaines questions soient des « enjeux », et surtout des « enjeux politiques », peut être aisément justifié. Certes, il n'existe pas d'enjeux politiques par nature et n'importe quel enjeu est susceptible de devenir politique selon les circonstances, les contextes, l'histoire ou encore la façon dont des acteurs

1. Voir Jean-François Médard, « L'État néopatrimonial en Afrique noire », dans Jean-François Médard (dir.), *États d'Afrique noire: formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, p. 323-353.

2. Jean Beaudoin, *Introduction à la science politique*, 6<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz, 2000.

3. Christian Coulon et Denis-Constant Martin, « Introduction », dans C. Coulon et D.-C. Martin (dir.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, p. 7-26.

s'en saisissent<sup>4</sup>. Dans le même temps, on peut considérer cependant que la « charge politique » est plus évidente sur certains enjeux que sur d'autres. Par exemple, les questions touchant à l'État, aux conflits et à la démocratie paraissent, *a priori*, plus immédiatement politiques que celles relatives à l'habitat des pygmées d'Afrique centrale ou au sida, même si ces questions peuvent devenir elles aussi éminemment politiques dans certaines circonstances, si des acteurs politiques les intègrent par exemple à un débat électoral.

Tout en reconnaissant ces limites, on peut donc y échapper. En effet, derrière la diversité manifeste des États africains, il y a souvent sur certains points une unité fondamentale<sup>5</sup> ou, du moins, un certain nombre de régularités suffisamment communes pour valider une étude générale. Qui plus est, cette unité ou ces régularités peuvent être repérées sur un nombre relativement restreint d'enjeux, notamment sur ceux que nous avons identifiés plus haut. D'abord, ces enjeux ont l'avantage de faire consensus en ce qui a trait à leur charge politique. Ensuite, on peut s'accorder sur l'intérêt pratique que représente l'étude de l'État africain, des conflits, des tentatives de démocratisation, des processus d'intégration régionale ou encore de l'impact de la montée en puissance de la Chine sur le continent. Enfin, on convient de l'intensité du débat scientifique sur la nature de l'État africain, sur les déterminants des conflits, sur la portée réelle des processus de démocratisation ainsi que sur le caractère novateur des transformations politiques censées découler de la construction de l'Union africaine. L'objectif ici est d'exposer ces débats plutôt que de les trancher.

Si chacun des enjeux retenus ici peut faire l'objet d'un ouvrage spécialisé, aucun de ces enjeux n'épuise la complexité des questions politiques importantes qui se posent à l'Afrique. Par ailleurs, si d'autres enjeux, tels que l'environnement, le sida ou l'eau, auraient pu être intégrés aussi à l'étude, il est nécessaire de montrer comment ceux qui ont été retenus sont articulés les uns aux autres dans ce livre.

En premier lieu, l'articulation se fait sur la base d'un découpage temporel. En effet, les thèmes comme la démocratisation, l'intégration à l'échelle continentale et l'offensive chinoise tous azimuts sont de

4. Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, *La politique comparée: fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004.

5. Patrick Chabal et Jean-Pascal Daloz, *L'Afrique est partie! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Économica, 1999.

nouvelles données apparues à la fin des années 1990 et au début des années 2000. À l'inverse, ceux qui sont liés à l'étatisation, à l'exercice du pouvoir et aux conflits (sauf les nouveaux conflits) sont consubstantiels à la formation même des pays.

En second lieu, cette articulation ne se limite cependant pas à établir l'ordre d'arrivée des phénomènes dans le temps. En effet, même s'ils peuvent être considérés comme des défis eux-mêmes, les enjeux de la démocratisation et de l'intégration continentale, de même que ceux qui découlent de l'implication de la Chine, sont perçus sur le continent et appréhendés dans ce livre comme des tentatives de réponse aux défis d'étatisation, de gouvernance, de stabilité et de développement auxquels les pays africains font face depuis les indépendances survenues dans les années 1960.

L'ouvrage est organisé en trois parties subdivisées en chapitres. À chaque étape, l'accent est mis tantôt sur le général pour dégager des grandes tendances, tantôt sur le spécifique pour tenir compte de l'existence de plusieurs « Afriques ». La première partie est consacrée à l'épistémologie des études africaines. Comme le dit en effet le sociologue français Pierre Bourdieu, la connaissance d'un objet nécessite une recherche préalable sur les conditions de production de cette connaissance. Dans cette perspective, l'analyse des enjeux politiques en Afrique doit être précédée d'une réflexion sur les débats de méthodes (chapitre 1) et d'approches (chapitre 2), terrain particulièrement miné par les idées reçues, les connaissances intuitives et les approches dépassées qui forment autant d'obstacles à une meilleure compréhension des phénomènes politiques africains.

La deuxième partie est conçue pour donner, sans en épuiser la liste, un aperçu des grands défis politiques principaux identifiables sur le continent. D'une part, elle analyse le défi de la gouvernance, concept appréhendé ici au sens des institutions et des méthodes d'exercice du pouvoir. L'État est traditionnellement considéré comme l'objet par excellence de la science politique. Si l'État moderne n'a pas toujours existé en Afrique, il y est devenu la seule forme d'organisation et de gouvernance à la suite de la colonisation. Nous proposons ici de rechercher l'origine des déterminants de la politique africaine au point de rencontre de trois moments de l'histoire du continent et des acteurs qui les ont animés : la colonisation, qui est le moment pivot sans lequel les trajectoires actuelles seraient

impossibles à comprendre<sup>6</sup>, l'héritage précolonial sur lequel nous insistons peu et, enfin, les dynamiques postcoloniales qui, selon les mots de Jean-François Bayart, sont elles aussi productrices d'histoire et de logiques à côté de celles héritées du passé colonial<sup>7</sup>. Le résultat de l'enchevêtrement de ces moments et de leurs logiques respectives et son encastrement dans les États postcoloniaux, qui prennent des formes diverses selon les « Afriques » étudiées (anciennement française, belge, britannique), expliquent aussi bien la nature en partie différenciée de chaque État africain que les grands schémas qui guident dorénavant la gouvernance en Afrique en général (chapitre 3). Par ailleurs, la rencontre entre les colonisateurs européens et les formes politiques locales, ainsi que les dynamiques postcoloniales subséquentes, ont produit en Afrique non seulement l'État moderne, mais aussi des méthodes et des régimes particuliers d'exercice du pouvoir (chapitre 4) dont il faut comprendre l'architecture et le fonctionnement. D'autre part, cette seconde partie analyse les conflits et le défi de la stabilité qu'ils posent, l'explication étant toujours recherchée à la jonction des dynamiques historiques et des jeux d'acteurs. Résultant en partie du déficit d'étatisation, l'instabilité politique est un des traits caractéristiques de la vie politique africaine depuis les années d'indépendance. Il convient de s'interroger sur les déterminants et les conséquences de cette instabilité qui s'est manifestée jusqu'aux années 1990 par des conflits que nous qualifions de classiques (chapitre 5). Ces conflits armés se sont transformés depuis la fin de la Guerre froide tout en continuant à constituer des défis politiques majeurs sur une bonne partie du continent (chapitre 6).

La troisième partie est consacrée aux « politiques de reconstruction<sup>8</sup> ». Ce titre n'implique aucune évaluation normative, mais renvoie aux principales initiatives formelles prises en réponse aux défis précédents, à

6. John Iliffe, *Les Africains : histoire d'un continent*, Paris, Flammarion, 1997 ; Crawford Young, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1994.

7. Jean-François Bayart, « L'État », dans Christian Coulon et Denis-Constant Martin (dir.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, p. 221.

8. Ce titre renvoie au discours sur la renaissance africaine tenu notamment par le président sud-africain Thabo Mbeki. Voir Thabo Mbeki, « The Millennium Partnership for the African Recovery Program », dans *New Partnership for Africa's Development*, 2001 ; Ivan Crouzel, « La renaissance africaine, un discours sud-africain », *Politique africaine*, n° 77, mars 2000, p. 171-182.

savoir les tentatives de démocratisation, l'intégration continentale et la réorientation des relations internationales africaines vers l'Asie, en particulier la Chine. D'une part, parce que les expériences de démocratisation en cours sur le continent depuis les années 1990 ont touché pratiquement tous les pays et ont été perçues comme la réponse aux défis de la gouvernance étudiés dans la deuxième partie, trois chapitres leur sont consacrés : les dynamiques de la démocratisation (chapitre 7), les variables discriminantes de la démocratisation (chapitre 8) et, enfin, le bilan de la démocratisation et sa capacité à répondre aux défis de la gouvernance (chapitre 9). D'autre part, en complément à la démocratisation, les dynamiques d'intégration, notamment les nouvelles dynamiques continentales initiées depuis les années 2000, sont perçues comme une façon de résoudre les conflits et les problèmes de balkanisation des États africains. Nous passons en revue ces expériences, notamment l'intégration politique avec la création, sur le modèle européen, de l'Union africaine qui remplace l'ancienne Organisation de l'Unité africaine tout en coexistant avec une myriade d'organisations régionales (chapitre 10), mais aussi l'intégration économique relancée récemment à la faveur du débat sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (chapitre 11). Nous terminons sur la réorganisation de la position de l'Afrique dans l'environnement international en raison de l'engagement croissant de la Chine sur le continent (chapitre 12). En conclusion, nous revenons sur la capacité des politiques de reconstruction à répondre aux défis de l'étatisation et de la gouvernance.

## Remerciements

Je dois l'idée d'écrire ce livre à mes étudiants du cours « Enjeux politiques en Afrique ». Beaucoup m'ont dit l'intérêt que cet enseignement sur l'Afrique avait éveillé en eux. Certains m'ont expressément encouragé à transformer les notes que je mettais alors à leur disposition en livre, ce que j'ai fini par faire avec un plaisir d'autant plus grand que j'ai dû me replonger dans ce que d'autres auteurs ont écrit sur chacun des enjeux retenus, facilitant la rédaction de cette synthèse.

Je remercie tous mes anciens et prochains étudiants de ce cours, mais aussi quelques personnes qui m'ont assisté dans cette entreprise : Sandrine

Perrot, sans l'aide de laquelle le premier chapitre sur les conflits aurait été moins riche; Patrice Bakong et Béatrice Kankindi, qui ont écrit avec moi des textes dans l'annuaire *Les conflits dans le monde* auxquels le chapitre 6 doit largement, et Jérémie Gomand, qui a fait de la recherche pour le chapitre consacré à l'intégration.

*Page laissée blanche*

PREMIÈRE PARTIE

**ENJEUX ÉPISTÉMOLOGIQUES**

*Page laissée blanche*

Cette première partie du livre est consacrée à un survol des conditions méthodologiques et théoriques de production de connaissances sur l'Afrique. L'objectif est moins d'offrir un modèle d'analyse, qui serait ensuite appliqué point par point au reste du livre, que de présenter les différents modèles d'analyse et les méthodes de recherche appliqués ou devant guider une recherche sur ce continent.

Le premier chapitre porte sur une réflexion méthodologique. Il s'agit d'un préalable particulièrement important face à un objet tel que l'Afrique en raison de l'existence de plusieurs obstacles à la production d'une réflexion objective : l'existence d'un stock d'idées reçues, qui biaisent la recherche soit parce que ces idées sont reprises inconsciemment par le chercheur, soit parce que celui-ci s'évertue à les combattre dans une perspective militante. On propose ici un retour rapide sur l'histoire de ces représentations pour montrer la nécessité, pour celui qui aborde l'Afrique, d'en être conscient et de les éviter sans tomber dans le travers inverse, mais tout aussi improductif, du militantisme. Le chapitre discute aussi de la pertinence des méthodologies universalistes et particularistes pour comprendre l'Afrique et suggère de l'étudier « pour elle-même » sur la base de méthodologies mixtes tenant compte de la trajectoire particulière d'un continent pluriel où coexistent des logiques locales et externes.

Le deuxième chapitre expose les différentes approches par le biais desquelles l'Afrique a été abordée d'un point de vue théorique dans la

science politique. On remarque une succession de modèles d'analyse selon les conjonctures historiques. Certains modèles sont aujourd'hui désuets (développementalisme, dépendantisme) alors que d'autres se présentent plutôt comme des modèles de relève (transitologie, intégration) en raison de l'actualité changeante sur le continent. Nous retrouverons ensuite ces modèles çà et là dans les chapitres subséquents du livre.

## Questions de méthode

Indépendamment de l'objet auquel ils s'intéressent, le politologue et « l'homme de la rue » se distinguent principalement par la démarche présidant à la production de leurs discours respectifs sur cet objet. S'il en est ainsi, c'est parce que, dans le rapport entre l'objet et son observateur, il existe au moins deux types d'« écrans » susceptibles de brouiller le discours. D'une part, tout objet se présente à son observateur déjà chargé d'histoire, mais aussi de caractéristiques qui lui ont été préalablement attribuées par des observateurs. D'autre part, l'observateur est lui-même porteur d'une histoire, de connaissances premières et de positions personnelles sur cet objet.

Produire un discours scientifique suppose, dans ces conditions, un travail préalable sur ces « écrans », sans lequel une analyse objective est impossible. La démarche du politologue – comme celle de l'historien, du sociologue et de l'universitaire en général – se démarque en ce sens qu'elle est guidée par une recherche de l'objectivité, par le soin apporté à réunir des faits avérés et à produire des explications vérifiables<sup>1</sup>. Cet objectif ne peut être atteint sans le respect d'un certain nombre de précautions méthodologiques.

1. Lire notamment Gaston Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique: contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, 6<sup>e</sup> édition, Paris, Vrin, 1969; Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983; Karl Popper, *La logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot, 1973.

# Table des matières

Introduction	7
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>Enjeux épistémologiques</b>	15
Chapitre 1 Questions de méthode	19
Chapitre 2 Les cadres d'analyse	38
<b>DEUXIÈME PARTIE</b>	
<b>L'historicité de l'État et les enjeux de la gouvernance</b>	59
Chapitre 3 Les fondements de la gouvernance africaine	63
Chapitre 4 L'exercice du pouvoir en Afrique postcoloniale	89
Chapitre 5 L'instabilité en Afrique et ses déterminants	117
Chapitre 6 La géographie de l'instabilité post-guerre froide en Afrique	138
<b>TROISIÈME PARTIE</b>	
<b>Les politiques de reconstruction à l'épreuve des défis de la gouvernance</b>	163
Chapitre 7 La dynamique de la démocratisation	167
Chapitre 8 Les variables discriminantes de la démocratisation	190
Chapitre 9 Le bilan du processus de démocratisation	214
Chapitre 10 L'intégration politique	237
Chapitre 11 L'intégration économique	252
Chapitre 12 La Chine et les nouvelles relations internationales africaines	271
Conclusion	290

Ce livre a été imprimé au Québec en janvier 2010 sur du papier  
entièrement recyclé sur les presses de Marquis imprimeur.